

REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité – Travail – Progrès

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES**

DECRET N° 2015-560/PRN/ME/F

du 26 octobre 2015

modifiant et complétant le décret n°2015-520/PRN/ME/F du 02 octobre 2015 portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la loi n° 2011-20 du 08 août 2011, déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;
- Vu le décret n° 2011-001/PRN du 07 avril 2011, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 2013-327/PRN du 13 août 2013, portant nomination des membres du Gouvernement et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu le décret n° 2013-427/PM du 09 octobre 2013 précisant les attributions des membres du Gouvernement modifié par le décret n° 2013-560/PM du 19 décembre 2013 ;
- Vu le décret n° 2015-506/PRN du 21 septembre 2015, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ;
- Vu le décret n°2015-520/PRN/ME/F du 02 octobre 2015, portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Sur rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU ;

DECRETE :

Article premier : Les articles 2, 15, 16, 17 et 20 du décret n°2015-520/PRN/ME/F du 02 octobre 2015, portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

CHAPITRE PREMIER : DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Article 2 (nouveau) : L'administration centrale comprend :

- le Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances;
- le Cabinet du Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget;
- le Secrétariat Général;
- l'Inspection Générale des Finances ;
- l'Inspection Générale des Services ;
- les Directions Générales;
- les Directions Techniques Nationales et les Directions Nationales d'Appui ou Transversales;
- les Organes Consultatifs ;
- les Services Rattachés ;
- les Administrations de Mission;
- les Services Déconcentrés.

Section 6 : Des Directions Générales et des Directions Techniques Nationales

Article 15 (nouveau) : Les Directions Générales sont les suivantes :

- **la Direction Générale du Budget qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - la Direction du Budget ;
 - la Direction de l'Ordonnancement, de la Vérification et de l'Apurement ;
 - la Direction de la Solde ;
 - la Direction de la Dette Publique.
- **La Direction Générale des Impôts qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - la Direction de l'Inspection des Services et de la Qualité ;
 - la Direction de la Législation, du Contentieux et des Relations Internationales ;
 - la Direction de la Comptabilité et des Etudes ;
 - la Direction du Contrôle Fiscal et des Enquêtes ;
 - la Direction des Affaires Domaniales et Cadastreles ;
 - la Direction de l'Encadrement Fiscal des Collectivités Locales et du Secteur Informel ;
 - la Direction des Ressources Humaines, Logistiques et Financières ;
 - la Direction des Grandes Entreprises ;
 - la Direction des Moyennes Entreprises ;
 - la Direction de l'Informatique.
- **La Direction Générale des Douanes qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - L'Inspection des Services des Douanes ;
 - la Direction des Ressources Humaines ;
 - la Direction du Matériel et des Affaires Financières ;
 - la Direction de la Réglementation et des Relations Internationales ;
 - la Direction des Régimes Economiques et Particuliers ;
 - la Direction de la Lutte contre la Fraude ;

- la Direction des Recettes et des Statistiques.
- **La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - l'Agence Comptable Centrale du Trésor ;
 - la Paierie Générale du Trésor ;
 - la Recette Générale du Trésor ;
 - l'Inspection des Services du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
 - la Direction des Ressources Humaines, Financières et du Matériel ;
 - la Direction du Trésor ;
 - la Direction de la Comptabilité Publique ;
 - la Direction des Systèmes d'Information ;
 - la Direction de Suivi des Trésoreries des Représentations Diplomatiques et Consulaires du Niger à l'étranger ;
 - la Direction des Etudes et de la Réglementation Comptable et Financière.
- **La Direction Générale du Patrimoine de l'Etat qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - la Direction du Bâtiment ;
 - la Direction de la Comptabilité Matière ;
 - la Direction du Parc Automobile National et du Garage Administratif.
- **La Direction Générale des Ressources et des Moyens Généraux qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - la Direction des Ressources Financières et du Matériel ;
 - la Direction des Ressources Humaines ;
 - la Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public.
- **La Direction Générale du Plan et de la Prospective qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - la Direction de la Planification ;
 - la Direction de la Prospective ;
 - la Direction d'Appui à l'Elaboration des Politiques Sectorielles.
- **La Direction Générale de l'Economie et des Reformes qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - la Direction des Etudes, de la Prévision et des Réformes;
 - la Direction de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne;
 - la Direction du Contrôle des Assurances ;
 - la Direction des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat.
- **La Direction Générale des Investissements qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - la Direction de la Programmation des Investissements ;
 - la Direction du Financement des Investissements ;
 - la Direction du Suivi et Evaluation des Investissements.
- **La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers qui comprend les Directions Techniques Nationales ci-après :**
 - la Direction des Etudes et de la Réglementation ;

- la Direction des Appuis Conseils et de la Formation ;
- la Direction des Autorisations, des Dérogations et du Suivi du Contrôle de la Passation des Marchés Publics, des Délégations de Service Public et des Engagements Financiers ;
- la Direction de l'Information et des Statistiques.

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers est rattachée au Cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances.

Article 16 (nouveau) : Les Directeurs Généraux, les Directeurs Généraux Adjointes et les Directeurs Techniques Nationaux sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Section 7: Des Directions Nationales d'Appui ou Transversales

Article 17 (nouveau) : Les Directions Nationales d'Appui ou Transversales sont :

- la Direction des Archives, de la Communication, de la Documentation et des Relations Publiques ;
- la Direction de l'Informatique Financière ;
- la Direction des Etudes et de la Programmation ;
- la Direction de la Législation ;
- la Direction des Statistiques.

Les Directeurs Nationaux d'appui ou transversaux sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Section 9 : Des Services Rattachés

Article 20 (nouveau) : Les services rattachés sont les suivants :

- *la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF)*

L'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement de la cellule nationale de traitement de l'information financière sont déterminées par une loi et son décret d'application.

La CENTIF est dirigée par un Président, nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

- *la Commission des Calculs Fiscaux (CCF)*

L'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement de la commission fiscale chargée de se prononcer sur la validité des calculs des droits et taxes sur les marchés publics financés sur fonds extérieurs sont déterminées par une loi et son décret d'application.

La Commission des Calculs Fiscaux est dirigée par un Président, nommé par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Les autres membres sont nommés par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

- *La Cellule chargée du suivi de l'Intégration UEMOA-CEDEAO (CSI/UEMOA-CEDEAO)*

L'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement de la cellule de suivi de l'intégration UEMOA-CEDEAO sont déterminées par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Elle est dirigée par un coordonnateur nommé par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances avec rang de Directeur National.

Les autres responsables de la cellule de suivi de l'intégration UEMOA-CEDEAO sont affectés par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à leur fonction dans les mêmes formes.

- *L'Agence de Régulation du Secteur de la Micro-finance (ARSM)*

L'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement de l'Agence de Régulation du Secteur de la Micro-Finance sont déterminées par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Economie et des Finances.

L'Agence de Régulation du Secteur de la Micro-Finance est dirigée par un Secrétaire Exécutif, nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Les autres responsables de l'Agence de Régulation du Secteur de la Micro-Finance sont nommés sur la base des Contrats soumis à la signature du Ministre de l'Economie des Finances après appel à candidatures.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

- *la Cellule Union Européenne (CUE)*

L'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement de la cellule Union Européenne sont déterminées par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Elle est dirigée par un coordonnateur nommé par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Les autres responsables de la cellule Union Européenne sont nommés sur la base des contrats soumis à la signature du Ministre de l'Economie et des Finances après appel à candidatures.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

- *le Comité National de Politique Economique (CNPE).*

L'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement du comité national de politique économique sont déterminées par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Economie et des Finances.

Le comité national de politique économique est dirigé par un président nommé par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

- *Le Centre d'Information et de Documentation Economique et Social (CIDES)*

L'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement du Centre d'Information et de Documentation Economique et Social (CIDES) sont déterminées par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est dirigé par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de l'Economie et des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Article 2 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 3 : Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 26 octobre 2015

Signé : Le Président de la République
ISSOUFOU MAHAMADOU

Le Premier Ministre
BRIGI RAFINI

Le Ministre de l'Economie
et des Finances
SAIDOU SIDIBE

Pour ampliation :
Le Secrétaire Général
du Gouvernement


GANDOU ZAKARA